

Comment la politique s'empare de la tech pour manipuler les opinions

Espace d'échanges et de discussions, les réseaux sociaux sont aussi devenus des vecteurs de fake news pour de nombreux partis politiques, qui officient dans l'ombre pour propager leurs contenus. Dans leur documentaire, *Propagande, les nouveaux manipulateurs*, Alexandra Jousset et Philippe Lagnier, reviennent sur la manière dont les réseaux sociaux ont été utilisés aux États-Unis, en Inde, au Brésil et en Italie pour faire gagner des candidats.

Jair Bolsonaro, Narendra Modi, Matteo Salvini, Donald Trump. Ces quatre hommes politiques -président, chef d'Etat ou premier ministre- ont tous un point commun : pour arriver au pouvoir, ils ont utilisé les réseaux sociaux pour manipuler les opinions. Dans leur documentaire « Propagande, les nouveaux manipulateurs » réalisé en 2020 et diffusé jusqu'au 12 décembre sur Arte, Alexandra Jousset et Philippe Lagnier ont interrogé plusieurs experts, lanceurs d'alertes ou encore chefs d'orchestre de ces manipulations, pour comprendre les méthodes utilisées. Focus sur deux d'entre elles, qui ont porté leur fruit.

En Inde, Modi crée son propre réseau

Le hacker français et expert en cybersécurité Baptiste Robert a mis en lumière une faille dans l'application développée et utilisée par le candidat au poste de premier ministre Narendra Modi. *« J'ai trouvé un nom de domaine étrange au sein de l'application »*, explique t-il. Derrière celui-ci se cache Clever Tap, une société américaine proposant une solution d'analyse des données qui permet de réaliser du micro-ciblage. Le fonctionnement est simple : *« l'application envoie des données personnelles à Clever Tap : nom, prénom, religion, caste, sites visités, chemin utilisé dans l'application, articles cliqués... »*, poursuit t-il. Avec toutes ces données, la solution américaine va pouvoir déterminer quels contenus vont plaire à telle personne. Pour obtenir les meilleurs résultats possibles et les affiner au maximum, CleverTap a besoin du plus grand nombre de données possibles. L'Inde est un formidable terrain de jeu. *« Il n'existe pas de lois sur la protection des données, tout est à peu près disponible en ligne. La population s'en soucie très peu »*, reconnaît Shivam Singh, ancien membre du BJP, le parti politique de Narendra Modi, et expert en données numériques.

Pour développer ces usages, le BJP a formé, dès 2010, un *« bataillon de jeunes geeks formés aux États-Unis »*. Quatre an plus tard, le parti a réussi à *« comprendre quelle langue parlait chaque citoyen, chaque électeur de chaque bureau de vote et lui a envoyé un message segmenté et hyper personnalisé »*, témoigne Arvind Gupta, ancien directeur du département numérique du BJP.

À lire aussi

[Facebook assouplit la modération des célébrités](#)

Ce maillage du territoire s'est encore affiné avec le temps grâce à WhatsApp. Le BJP *« crée des groupes WhatsApp sur des centres d'intérêt, comme le cinéma, pour appâter les gens et les pousser à s'abonner. Il les utilise ensuite pour envoyer de la propagande contre une communauté ou un parti politique à travers des images satiriques. Ils diffusent des fake news »*, poursuit Arvind Gupta. *« Dans la techno-politique, le micro-ciblage permet d'envoyer des milliers de messages sur-mesure qui permettront d'enflammer chaque micro groupe même si cela se fait avec des contenus contradictoires entre eux. Ils jouent sur le chaos »*, analyse Giuliano da Empoli, essayiste et journaliste italien à la tête du think tank Volta.

Au Brésil, les extracteurs de données

Au Brésil, les méthodes utilisées font clairement fi des lois. Les extracteurs de données pillent les données pour le compte de politiciens. Les auteurs du documentaire ont créé un faux parti pour tester la solution. Le logiciel développé permet de cibler sur n'importe quel réseau social, toutes les personnes -dans une région donnée et pour une tranche d'âge déterminée- qui vont utiliser certains termes : avortement, LGBT, migration, etc. Les noms, les adresses mails, les numéros de téléphone des personnes détectées sont ensuite « *siphonnés par le logiciel* » et revendus à des tarifs variant entre 5 et 10 centimes par personne. Les échanges se font via une adresse mail à l'étranger et le paiement en cryptomonnaie.

Facebook et Instagram tentent de lutter contre le phénomène. « *Le logiciel est bloqué deux à trois fois par semaine, donc nous le réécrivons* », souligne un extracteur de données. L'autre méthode présentée dans le documentaire consiste à récolter ces données grâce à des antennes relais cachées dans de petits sacs à dos, les « IMSI-catcher ». Strictement réservées au service d'espionnage, ces antennes aspirent tous les numéros de portable autour d'eux. « *C'est extrêmement dangereux car si demain une de ces personnes assiste à une manifestation contre le droit à l'avortement, elle aura l'information que vous êtes contre le droit à l'avortement et ensuite elle pourra récupérer des données annexes* », s'inquiète Baptiste Robert.

Les stratagèmes développés par certains politiques pour propager leurs idées via les réseaux sociaux sont encore nombreuses. Certains d'entre eux sont à découvrir dans le documentaire, [visible gratuitement sur cette plateforme jusqu'au 12 décembre](#).